

ver le défi que posent à notre économie les conditions internationales actuelles et qu'il nous faut aussi, pour y arriver, créer un climat de confiance, de cultiver chez nous la tolérance et l'idéal plutôt que les préjugés et le pessimisme. Ainsi, je crois qu'on bâtira un beau et grand pays à l'idéal des jeunes que nous voulons servir.

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, la motion dont la Chambre est saisie cet après-midi met en relief la nécessité pour le gouvernement de modifier ses politiques économiques qui encouragent la croissance du chômage. Cela ne signifie pas qu'il doive changer toutes ses politiques économiques, mais certainement la plupart d'entre elles. Il n'y a pas de doute, et le gouvernement et ses protagonistes l'admettront, que le chômage cette année est beaucoup plus grave que l'an dernier. Les chiffres que nous possédons ne tiennent pas compte de l'immense vague d'étudiants d'université et de collègue qui déferlera bientôt sur le marché du travail—en réalité, les étudiants d'université s'y trouvent déjà. Cependant, les statistiques sont en retard. Attendons les prochaines. Je me demande si ceux qui somnolent si confortablement sur les banquettes ministérielles et négligent ce problème s'éveilleront alors pour songer que quelque chose de fondamental ne tourne pas rond.

J'ai dû m'éclater de rire, monsieur l'Orateur, en entendant le député de Trois-Rivières (M. Mongrain) remonter à l'année 1960-1961 et tenter de citer des statistiques. S'il avait été ici à cette époque et même avant, il saurait que c'était alors le devoir impérieux des membres de son parti qui siégeaient ici avant lui de revenir constamment sur cette question du chômage et des politiques mises en œuvre. Or le chômage de cette époque nous était arrivé avec l'élection de 1957. Il avait été prévu. Il existait une régression aux États-Unis et au Canada, bien qu'elle ne fût pas aussi grave au Canada qu'aux États-Unis.

Lorsque j'ai été élu au Parlement en 1957, il y avait une crise du logement et une crise des capitaux destinés au logement tout aussi sérieuse que celle qui existe présentement. Il y avait 100 millions de dollars complètement stériles, à affecter à des prêts directs: aucun prêt direct ne se faisait à ce moment-là. Nous n'avions pas à modifier la loi, mais je me souviens que la construction domiciliaire s'était complètement paralysée dès juin 1967. Nous assistons maintenant à un fantastique déclin des mises en chantier.

Il faut se rappeler qu'il existait, hélas! un haut niveau de chômage en 1958-1959 et en

1960, mais que le gouvernement a pris des mesures et a assumé de grands déficits pour en atténuer les effets. Les mesures ont été prises alors que les niveaux de chômage étaient inférieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui. La difficulté c'est que, au sein du gouvernement, on s'imagine que tout va bien, qu'il suffit d'agir en temps de crise. Mais, depuis 18 mois, la réaction à l'inflation a été une crise. La Hansard montre que depuis cinq ou six ans, on mettait le gouvernement en garde contre une inflation progressive qui remontait à 1964, époque de la politique d'argent facile, du budget infligé au pays par l'ancien député de Davenport—et ainsi de suite. Lorsque l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) était ministre des Finances, il nous a dit que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ensuite, bien sûr, l'inflation s'est déclarée et nous avons eu la crise de février 1968, qui a semblé secouer un peu le gouvernement. Mais il a réagi trop violemment et nous avons donc eu des surtaxes qui n'ont fait qu'accélérer l'inflation, car les exigences salariales ont augmenté quand il s'est agi de les absorber.

Maintenant, nous avons des restrictions monétaires. On avait permis à l'expansion du crédit de s'accroître, et puis, bien sûr, il a fallu revenir en arrière, et bien en deçà. Naturellement, les résultats sont beaucoup plus marqués, beaucoup plus difficiles à résorber. Nos amis de gauche semblent aspirer à un régime utopique d'économie entièrement planifiée. Ils disent que le chef de l'opposition (M. Stanfield), parlait d'une économie planifiée qui pouvait maintenir une certaine usine en production, mais il ne parlait pas d'économie planifiée en ce sens. Il parlait d'une économie contrôlée, dans laquelle on peut continuer à faire tourner une usine non rentable.

Le problème du chômage est pour ainsi dire résolu, car il y aura une armée innombrable d'employés déblayant des monceaux de pape-rasse, essayant d'analyser et de corriger les dérèglements d'une planification excessive. Je me rappelle tous ces gens qui, en Grande-Bretagne, en 1946, sont soudain entrés dans la fonction publique pour réaliser le paradis socialiste. Le chancelier de l'Échiquier a dit qu'on les affectait à la production de la planification économique. Par la suite, on a rejeté une grande partie de celle-ci. J'étais sur les lieux. La difficulté, c'est qu'il faut créer une bureaucratie tentaculaire pour contrôler toute cette planification. C'est sans doute la manière dont on guérit, dans une certaine mesure...

• (4.20 p.m.)

Une voix: Ce serait la même chose au Canada.